REPUBLIQUE FRANCAISE **VILLE DE CHANTELOUP-LES-VIGNES** 78570

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION: 6 Février 2025

DATE D'AFFICHAGE: 6 Février 2025

NOMBRE DE CONSEILLERS:

En exercice: 33 Présents: 18 25

Votants:

L'an deux mille vingt-cinq, le douze février, le Conseil municipal de Chanteloup-les-Vignes, légalement convoqué le six février deux mille vingt-cinq, s'est réuni en salle du conseil en mairie à 20h00, sous la Présidence du Maire, Madame Catherine ARENOU.

Etaient présents :

Mme, ARENOU, Maire

M. LONGEAULT, Premier Maire Adjoint

M. BONNEAU, M. BOUCHELLA, Mme ABLOUH, M. GAILLARD, Mme. BELHADJ-ADDA, Maires -Adjoints,

Mme CHERGUI, M. GOURVENEC, Mme CHARLOT, Mme BOUKANDOURA, M. BRENOT, M. LIAOUI, Mme RAKOTOMALALA, M. MARCIN, Mme BAUDRY, M. FARIGOULE, Mme. AZDAD, Conseillers Municipaux.

<u>Absents représentés :</u>

Mme CHIARETTO (procuration à Mme ARENOU)

Mme BATHILY (procuration à M. GAILLARD)

(procuration à Mme CHARLOT) M. AZIMI

(procuration à M. BOUCHELLA) M. HILALI

M. GAYDOUK (procuration à M. LONGEAULT) Mme DUBOIS (procuration à Mme ABLOUH)

(procuration à M. GOURVENEC) M JALLOT

Absents excusés:

Mme. CHATELAIN

M. CAMARA

M. ALIMI

M. FOURE

Mme KHARJA

Mme LARABI

Mme SIRAS

M. ODIRA

CREATION D'UN EMPLOI DE DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°87-1099 en date du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

CONSIDERANT la nécessité de créer un emploi permanent pour satisfaire au besoin de directeur de la communication, suite au départ d'un agent, chargé de superviser l'ensemble des activités du service de la communication. A travers une expérience en communication éditoriale, en communication digitale et en management, l'agent à la charge la gestion des supports print et web de la collectivité et de l'évolution de la stratégie numérique.

CONSIDERANT que cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire, que celui-ci peut être assuré par un agent du cadre d'emplois des attachés territoriaux, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser à recruter des agents contractuels, dans l'hypothèse où les vacances d'emploi ne seraient pas pourvues par des fonctionnaires titulaires ou stagiaires conformément aux conditions fixées aux articles L 332-8 à L 332-14 du code général de la fonction publique.

L'agent devra justifier d'un niveau de diplôme 5/6 et/ou d'une expérience significative dans le domaine.

La rémunération pourra être comprise entre l'indice majoré 385 et l'indice majoré 826.

L'agent ainsi recruté sera engagé en contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

ENTENDU l'exposé de Monsieur Jérôme BONNEAU, Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, à la Communication et au Numérique,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE:

D'AUTORISER la création d'un emploi permanent dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux pour satisfaire au besoin de directeur de la communication, suite au départ d'un agent.

L'agent est chargé de superviser l'ensemble des activités du service de la communication. A travers une expérience en communication éditoriale, en communication digitale et en management, l'agent à la charge la gestion des supports print et web de la collectivité et de l'évolution de la stratégie numérique., à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires, soit 35 /35ème, à compter du 1er mars 2025.

DIT que cet emploi pourra être occupé par un contractuel relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux, en application des articles L 332-8 à L 332-14 de l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel pour occuper un emploi permanent dès lors la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient,

L'agent devra justifier d'un niveau de diplôme 5/6 et/ou d'une expérience significative dans le domaine.

La rémunération pourra comprise entre l'indice majoré 385 et l'indice majoré 826.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre 012.

Fait à Chanteloup-les-Vignes, le dix-sept février deux mille vingt-cinq.

Pour le Maire et par délégation, Le Premier Maire-adjoint

François LONGEAULT

Délibération certifiée exécutoire de par :

- l'affichage le :

- la transmission à la Sous-Préfecture le :



Accusé de réception en préfecture 078-217801380-20250217-2025-DEL-08-DE Date de réception préfecture : 20/02/2025